



www.fnte.cgt.fr

Budget 2016



**Fédération nationale
des travailleurs de l'État**

263 rue de Paris - Case 541
93515 Montreuil Cedex
Tél. 01 55 82 89 00 Fax 01 55 82 89 01
Mail : trav-etat@cgt.fr

Budget 2016 de la Défense L'emploi et les mesures sociales en berne

Ce jour, le ministre de la défense a reçu les organisations syndicales pour présenter le projet de budget 2016.

S'il s'est complimenté d'avoir sanctuarisé voir augmenté le budget de la Défense, il a oublié de répondre aux revendications des personnels civils.

Alors que tout le monde s'accorde, employeurs compris, sur les manques d'effectifs pour effectuer nos missions et activités, que les compétences du fait des départs s'amenuisent un peu plus chaque jour, la réponse pour 2016 est le recrutement d'une centaine de contractuel sur la cyberdéfense et de 80 ouvriers de l'Etat.

Alors que les plans de charge sur MCO augmentent du fait d'une sur-utilisation des équipements et de leur vieillissement, que les activités de soutien demeurent et que la gestion des RH grandit, la réponse apportée par le ministre est totalement inadaptée.

1235 emplois d'ouvriers de l'Etat seront supprimés en 2016.

Les effectifs fonctionnaires se maintiennent quant aux contractuels ils augmentent. N'y a-t-il pas en cours une loi qui s'appelle « Sauvadet » censée réduire la précarité ? Apparemment le ministère n'en a pas connaissance.

Tandis que les sommes consacrées à casser l'emploi s'établissent à un niveau particulièrement élevé (105,9 M€), les mesures sociales frisent le ridicule : en 4 ans on est passé de 24,2 M€ à 1,6 M€. Voilà les remerciements faits aux personnels qui de par leur conscience professionnelle pallient aux manques flagrants d'effectifs. Nous n'attendons pas grand-chose de la réunion du 9 octobre avec le DRH Feytis sur le sujet.

Dans le même registre, la CGT a souligné l'urgence de la mise en place d'une véritable GPEEC au ministère. Mais cette dernière exige aussi qu'on y mette les moyens.

Le rééquilibrage des personnels civils par rapport aux militaires fait actuellement l'objet d'un audit commandé par le ministre au Contrôle général des Armées. Ici encore il nous a été nécessaire de rappeler l'urgence de clarifications en ce domaine et d'une politique volontariste.

Parallèlement, la CGT condamne les sommes attribués à la dissuasion nucléaire passant de 3,5Md€ à 3,65Md€ sans qu'aucune justification convaincante ne soit apportée.

Par ailleurs, les conséquences de l'opération sentinelle démontrent que la CGT avait raison de dénoncer la précipitation avec laquelle le ministère s'est séparé des casernements. Cela engendre aujourd'hui des surcoûts pour héberger les militaires engagés dans cette mission de sécurité du territoire. De même, la CGT avait raison de s'opposer aux recettes budgétaires exceptionnelles (donc hypothétiques) qui semblent aujourd'hui abandonnées.

Enfin, nous ne pouvons pas laisser passer l'enthousiasme du Ministre quand il a évoqué le rapprochement de Nexter avec l'Allemand KMW : « c'est l'airbus terrestre qui voit le jour ». Les salariés du groupe Nexter ont en effet toutes les raisons d'être inquiets.

**Chacune et chacun d'entre nous, avons au regard de cette
présentation et du vécu quotidien,
toutes les raisons d'être dans l'action
le 8 octobre 2015.**

**Emplois, salaires, protections sociales, améliorations des
conditions de travail sont les mots d'ordre de cette journée
de grève et manifestation.**

Montreuil, le 1 octobre 2015

La délégation CGT était composée d'Hervé BAYLAC secrétaire général de la fédération et Frédéric MATHIEU secrétaire général adjoint.